

suite d'une gaffe, ce dernier pousait Bob à plonger dans un réservoir en verre, rempli de crocodiles vivants. Très ahuri, Bob aurait souhaité retourner à la sécurité que lui assurait l'assistance publique à Paducah (Indiana). C'est une autre question de savoir si les gens trouveront la sécurité dans l'assistance publique, mais que la chose leur plaise ou non, ils y ont déjà recours, surtout sur la côte du Pacifique où 35,000 personnes sont sans emploi. Le nombre de chômeurs non inscrits est peut-être même beaucoup plus élevé. Voilà le genre de programme que le gouvernement applique.

J'ai écouté le ministre du Commerce (M. Howe) nous présenter un tableau riant de la situation qui existe en ce moment. Le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner) l'a imité. Il excelle à cette besogne. Il aborde de front l'époque actuelle, puis se dérobe, ne tenant nullement à parler de la situation des marchés ou de la façon dont nous pourrions expédier ou exporter prochainement nos immenses surplus de produits naturels.

On recommence à voir chez nous des tas de poisson, de bois, de pommes, de blé, de fromage et de produits manufacturés de plus en plus abondants et, d'autre part, des ouvriers en chômage. Encore une fois, on a trop produit. Le Gouvernement prétend qu'il a un programme de travaux publics pour parer au chômage. Même s'il entreprenait un immense programme de travaux publics, cela ne constituerait même pas un début de solution du problème. La grande révolution agraire, telle qu'on peut la voir sur les prairies, où tout est maintenant confié à la machine, crée chaque jour des milliers de chômeurs. Nous avons besoin d'un programme de travaux publics, plus une production intégrale, plus les moyens de profiter de celle-ci.

Il est certain qu'à la base de tous ces maux il faut placer la ligne de conduite suivie par un Gouvernement qui se conforme à l'avis du gouvernement américain qui exige de l'or ou des dollars américains contre tous les produits vendus sur les marchés étrangers. Il se trouve que le monde se révolte contre cette forme d'économie, puisque le dollar américain perçoit son droit à l'égard de chaque article qui fait l'objet d'un échange. Partout dans le monde, des pays se lancent dans le dirigisme et la réglementation des devises. Les devises se fondent sur la production, les prix étant fixés de façon à stabiliser la monnaie. Ces devises acquièrent la même valeur que si elles représentaient de l'or. Durant les dix-huit derniers mois, sur le marché libre, la valeur de la livre sterling a augmenté de 30 à 40 p. 100, la productivité

britannique ayant augmenté à tel point qu'elle influe sur la valeur de la livre sterling.

Plus encore, les pays de l'Europe, tels la Grande-Bretagne, se lancent dans ce qu'on appelle des accords relatifs au troc, qui sont autant d'accords commerciaux à longue portée. Ils importent autant qu'ils exportent, c'est du moins ce à quoi ils visent. Plus le commerce est considérable, plus le niveau de vie des gens est élevé. D'après l'essence même de notre régime économique, nous devons exporter plus que nous n'importons, car autrement l'ensemble de l'économie ne réalise pas de bénéfices. Que la chose nous plaise ou non, si nous voulons relever notre niveau de vie il nous faudra recourir au régime des opérations compensées. Nous n'avons pas le choix.

Les journaux commencent à critiquer de plus en plus le régime économique établi en Grande-Bretagne. Le *Globe & Mail* d'aujourd'hui publie sur le sujet un article de rédaction dont la partie importante se lit ainsi qu'il suit:

La Grande-Bretagne peut penser qu'il est bon, du point de vue politique, de maintenir certaines relations commerciales avec tous les pays d'Europe, y compris ceux qui sont situés derrière le rideau de fer. L'esprit socialiste peut trouver un certain attrait à conclure avec eux une entente en vue d'opérations compensées, mais ces précieux accords conclus par sir Stafford peuvent être annulés au caprice de gouvernements indignes de confiance. Toute l'expansion future du commerce anglo-canadien peut être ainsi compromise, et ce commerce est beaucoup plus sûr et plus précieux en termes politiques et économiques que les relations que sir Stafford cherche à établir ou à maintenir. Obsédé par le dirigisme socialiste au jour le jour, il compromet les intérêts à longue échéance des deux pays.

Les gouvernements avec lesquels sir Stafford Cripps conclut ces accords à long terme sont peut-être instables; mais vous pouvez m'en croire, notre économie sur notre continent est beaucoup plus instable que ces gouvernements.

J'ai sous les yeux un autre article du *Globe and Mail*, en date du 1^{er} mars, intitulé: "Les commis aux recouvrements ont la tâche pénible." Voici le corps de l'article:

Si le volume des affaires passant par les agences de recouvrement est un indice exact de la situation économique, les temps deviennent difficiles.

Les agents de recouvrement ont eu hier un congrès au *Royal York*. Ils n'ont jamais tant eu à faire depuis 1938, déclarent-ils. Mais ils ont également reconnu qu'il leur est beaucoup plus difficile que pendant la guerre de soutirer de l'argent des acheteurs qui se font tirer l'oreille pour payer.

Les recouvrements n'ont pas décliné au niveau qu'ils ont touché au cours de la crise des années 30; cependant, ces encaisseurs de profession ont admis que l'argent est rare, ce qui est une autre façon de dire que le salarié dit moyen n'accumule pas de réserve en banque par le temps qui court.

Je n'ai pas de misère à le croire. La période d'inflation que nous venons de traverser,—